

# Appui technique international

Lettre d'information n° 3, juin 2014



## SOMMAIRE

Éditorial	1
Dossier spécial Haïti	2
- L'enquête post-séisme auprès des ménages en Haïti	2
- Le caractère ambitieux et novateur du projet EISHA	4
- Interview de Danilia M. Altidor, directrice générale de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI)	5
- Lexique des sigles utilisés dans le dossier spécial Haïti	5
Coopération avec la Russie en matière de profilage	6
L'Insee poursuit sa coopération multilatérale avec Turkstat	7
Enquête Emploi du temps du Haut-commissariat au Plan (Maroc) : un partenariat réussi sur un sujet difficile	7
Une formation avancée aux méthodes de sondage proposée par l'Insee pour des experts d'Afristat et du Maghreb	9
Brèves de septembre 2013 à janvier 2014	11

## Éditorial

Ce nouveau numéro de la lettre d'information Appui technique international consacre un dossier spécial aux actions de coopération récemment menées par l'Insee en Haïti, dans le cadre d'un projet international.

Ce dossier, composé d'une interview de Danilia M. Altidor, directrice générale de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), propose également deux articles portant sur le caractère innovant du projet, ainsi que sur une enquête auprès des ménages réalisée à la suite du violent tremblement de terre qui a frappé Haïti en 2010. La communauté internationale s'était alors mobilisée pour apporter de l'aide à ce pays et c'est dans ce cadre que l'Insee a participé, avec son équivalent haïtien l'IHSI, à un projet visant à évaluer l'impact économique et social du séisme.

Il s'agissait d'établir un diagnostic fiable de la situation post-séisme, notamment sur les conditions de vie des ménages et sur le marché du travail. Un tel bilan est indispensable pour mener des politiques économiques et sociales adaptées. Financé par l'Agence nationale pour la recherche en partenariat avec la Banque mondiale, ce projet était piloté par DIAL, une unité mixte de recherche de l'Institut de recherche pour le développement et de l'Université Paris Dauphine.

Cette lettre d'information comporte également plusieurs articles sur des appuis techniques proposés par l'Insee à des pays d'Europe de l'Est,

du Maghreb et d'Afrique subsaharienne.

C'est ainsi qu'au cours de l'automne dernier, l'Insee a collaboré avec Rosstat, l'institut statistique russe, notamment en matière de profilage. Par ailleurs, la coopération multilatérale avec Turkstat, l'institut statistique turc, s'est poursuivie sur des problématiques variées telles que la désaisonnalisation de séries temporelles, les répertoires d'entreprises et l'activité des filiales étrangères.

Notre institut a également poursuivi un partenariat avec le Haut-commissariat au Plan marocain afin de l'appuyer dans la réalisation d'une nouvelle enquête Emploi du temps. Celle-ci comportait un questionnaire plus détaillé que la précédente, avec des modules sur la vie des familles et des éléments subjectifs sur le ressenti des enquêtés, et elle s'adressait pour la première fois, en plus des femmes, aux hommes et aux enfants.

Enfin, l'Insee a proposé fin 2013 à une dizaine d'experts d'Afristat et du Maghreb une formation avancée aux méthodes de sondage, notamment l'estimation sur petits domaines et les sondages équilibrés, qui ont particulièrement retenu l'attention des participants.

Une trentaine de brèves complète cette lettre consacrée à l'actualité de la coopération internationale de l'Insee entre septembre 2013 et janvier 2014. Bonne lecture !

# L'enquête post-séisme auprès des ménages en Haïti

**Une enquête auprès des ménages a été réalisée en Haïti fin 2012, soit près de trois ans après le séisme de janvier 2010. Les données ainsi collectées ont permis d'élaborer un diagnostic des conditions de vie post-séisme, d'isoler l'impact spécifique du choc sur la situation des ménages, et d'étudier leur intégration au marché du travail et leurs stratégies d'adaptation.**

Le tremblement de terre qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 figure parmi les quatre séismes les plus meurtriers au monde depuis 1990 et le plus violent que le pays ait connu depuis deux siècles, causant des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de blessés et de sans-abri. La communauté internationale s'est mobilisée dès mars 2010 avec la Conférence des donateurs à New York engageant plus de 5 milliards de dollars d'aide à la reconstruction. Mais après l'extrême urgence humanitaire, relayée par de nombreux programmes d'aide mis en place, il fallait être en mesure de décrire la situation post-séisme en Haïti.

Afin de dresser un premier bilan d'un point de vue économique et social, ainsi que de l'aide internationale apportée, un projet a été mis en place. Appelé « Évaluation d'impact du séisme en Haïti » (EISHA), il a été coordonné par une équipe de chercheurs de DIAL<sup>1</sup>, en partenariat avec l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) et avec l'appui de l'Insee et d'Adetef<sup>2</sup>. EISHA<sup>3</sup> est l'un des huit projets sélectionnés et financés par l'agence nationale pour la recherche (ANR) dans le cadre d'un appel à projet « Flash Haïti ».

Le séisme a touché de plein fouet l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, la capitale, où se concentre un quart de la population totale (Haïti compte environ 10 millions d'habitants), et détruit de nombreux logements et bâtiments publics. Les sites d'hébergement ont accueilli jusqu'à 1,5 million de personnes dans plus de 1 500 camps provisoires six mois après la catastrophe. Quatre ans après le séisme, 150 000 personnes vivent encore dans 270 camps, d'après le dernier recensement de



De gauche à droite : Philippe Cuneo (Insee), Javier Herrera (DIAL) et Nathalie Lamaute-Brisson (IHSI) lors de la conférence-débat organisée à Paris en janvier 2014, quatre ans après le séisme en Haïti

l'Organisation internationale des migrations (OIM, décembre 2013).

Depuis, la situation en Haïti s'est peu améliorée, dans un pays confronté à des problèmes structurels et qui est de surcroît frappé régulièrement par des ouragans et de graves inondations, venant s'ajouter à une épidémie de choléra déclarée en 2010. Enfin, la coordination entre acteurs internationaux – organisations non gouvernementales (ONG), bailleurs de fonds<sup>4</sup> – est difficile.

C'est dans ce contexte instable, et auprès d'une population mouvante installée dans les camps de déplacés (retour au logement pour certains d'entre eux, individus partageant leur lieu de résidence entre camps et logements), qu'une enquête auprès des ménages (Enquête nationale sur les conditions de vie des ménages après séisme, ECVMAS) a été réalisée fin 2012, dans le cadre du projet EISHA et en collaboration avec la Banque mondiale. Au-delà des défis méthodologiques de ce projet (voir article suivant),

les premières analyses, qui s'appuient par ailleurs sur une comparaison avec une enquête sur l'emploi et l'économie informelle réalisée en 2007 par l'IHSI avec l'appui de DIAL, mettent en évidence les résultats suivants :

- L'urgence du logement et la vulnérabilité du bâti (et donc des habitants) : un Haïtien sur dix a séjourné à un moment donné dans un des camps de déplacés et un tiers des individus concernés y résidait encore au moment de l'enquête. Seuls 2 % des ménages ayant eu leur logement fortement endommagé ont reçu une aide au déblaiement et 7 % une aide à la reconstruction. L'ampleur des dégâts est fortement corrélée à la précarité des constructions en Haïti, la destruction des logements ayant concerné en premier lieu les populations les plus démunies. La vulnérabilité du bâti a en effet accentué les effets du séisme, résultat qui contrecarre la rumeur, reprise à l'époque par la presse haïtienne, selon laquelle les bâtiments en dur auraient été les plus détruits.

<sup>1</sup> DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation) est une unité mixte de recherche du département Sociétés de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et du pôle Développement et Mondialisation du LEDA (Laboratoire d'économie de l'Université de Paris Dauphine).

<sup>2</sup> Adetef est l'agence pour la coopération technique internationale des ministères économique et financier.

<sup>3</sup> L'ensemble des documents est disponible sur : <http://www.desastres-naturels.fr/fr>.

<sup>4</sup> Partenaires internationaux de financement en direction des pays en développement, tels que la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), etc.

- Un marché du travail atrophié et une jeunesse sans emploi : le taux de chômage est de 14 %, en baisse de 3 points par rapport à 2007. En appliquant une définition plus large du chômage<sup>5</sup> incluant les personnes découragées de chercher un emploi, le taux de chômage au sens large concerne près de trois Haïtiens sur dix au niveau national ; les jeunes (10-24 ans<sup>6</sup>) de l'aire métropolitaine souffrent même d'un taux de chômage record (57 %). En dehors du problème que représente intrinsèquement un tel chiffre dans un pays sans assurance chômage, un taux si élevé en dit long sur la faible mobilisation de la force de travail pour la reconstruction. L'immense majorité des actifs occupés exercent un emploi dans l'agriculture (47 %) et dans le secteur informel (45 %). Les secteurs privé formel (8 % des actifs) et public (3 %) n'occupent qu'une place très résiduelle. La qualité des emplois s'est considérablement dégradée entre 2007 et 2012, avec un sous-emploi massif et des revenus très faibles entraînant une explosion des inégalités, pourtant déjà parmi les plus élevées au monde.

- Une aide internationale pas toujours suffisamment ciblée, en partie compensée par l'entraide entre ménages : initialement mis en place comme une réponse de court-terme, les sites d'hébergement ont été la réponse la plus visible à la catastrophe. Si l'aire métropolitaine a été la plus fortement touchée, le reste du pays n'a pas été épargné pour autant. Or, les politiques d'aide et de reconstruction se sont dirigées essentiellement vers la capitale, alors que la plupart des réfugiés ont été accueillis au sein de ménages à travers d'autres parties du pays. L'entraide et la solidarité des ménages, y compris en cas de fortes disparités sociales, ont ainsi permis d'atténuer les effets du séisme et de prendre le relais de l'aide institutionnelle souvent insuffisante.

Initialement, l'enquête ne devait porter que sur l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, compte tenu du

budget obtenu grâce à l'ANR. Un financement supplémentaire apporté par la Banque mondiale a finalement permis de couvrir l'ensemble du territoire. Cette nouvelle configuration a modifié considérablement l'ensemble des étapes et des moyens mis en œuvre, tant matériels qu'en termes d'assistance :

- révision du questionnaire initial, afin de prendre en compte les objectifs de la Banque mondiale en matière d'indicateurs de pauvreté monétaire liée notamment à la consommation des ménages ;
- actualisation de la base de sondage, tenant compte en particulier de la population installée dans les camps ;
- introduction de tablettes informatiques pour la collecte des données, à la place du questionnaire papier initialement envisagé ;
- traduction du questionnaire en créole ;
- formations proposées aux personnels de terrain, à la fois sur les thématiques abordées et sur l'utilisation de la tablette ;
- réalisation de deux enquêtes tests permettant d'ajuster l'opération grandeur nature ;
- écriture de programmes informatiques pour le traitement des informations collectées, etc.

Le pilotage d'une telle enquête a demandé aux partenaires un effort de coordination d'autant plus grand qu'ils étaient éloignés géographiquement les uns des autres (Port-au-Prince, Washington et Paris). Parallèlement, l'investissement en termes de jours de mission a été très important. En dehors du suivi du terrain et du travail effectué sur place, le transfert de compétences s'est poursuivi en accueillant à plusieurs reprises en France des cadres statisticiens de l'IHSI à différentes étapes de l'enquête.

Ces premiers résultats ont été présentés aux autorités haïtiennes en septembre 2013, ainsi que lors d'un séminaire de restitution à Port-au-Prince qui a rassemblé plus de 200 participants. En France, en janvier 2014, à l'occasion de la commémoration

du quatrième anniversaire du séisme, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Économie et des Finances et l'Institut de recherche pour le développement ont organisé à Paris une conférence-débat : « Quatre ans après le séisme en Haïti : quel impact pour la population et quelles conséquences sur les politiques publiques ? ». L'événement a réuni plus d'une centaine de participants issus de la communauté scientifique (chercheurs, statisticiens, économistes), des ONG, des responsables d'administrations et de la société civile. La présentation des travaux statistiques et la discussion « Post-catastrophe : quels outils pour une plus grande efficacité ? » qui s'est ensuivie ont permis de s'interroger sur le rôle et les moyens dont disposent la statistique publique et la coopération internationale dans des situations de crise aiguë, de choc humanitaire et de bouleversement sociétal.

La statistique publique, avec ses critères d'exhaustivité, d'homogénéité et de représentativité, est irremplaçable pour un diagnostic fiable et de qualité. L'expérience à travers l'enquête ECVMAS invite à réfléchir à un « kit statistique » rapidement opérationnel en cas de situation de crise, idée évoquée lors de la conférence-débat de janvier 2014. L'autre enjeu pour renforcer l'orientation des politiques publiques relève de la coordination des institutions internationales qui, suivant chacune son objectif, s'accaparent souvent les meilleurs cadres des administrations publiques du pays concerné. Le renforcement des capacités des statisticiens haïtiens était donc une composante importante du projet EISHA (voir interview ci-après). Cette collaboration de longue date de l'IHSI avec l'IRD-DIAL et l'Insee devrait se poursuivre, notamment sur un projet d'appui auprès de l'Institut haïtien en comptabilité nationale où l'expertise de l'Insee est sollicitée.

► Constance Torelli

<sup>5</sup> Au sens du Bureau international du travail (BIT), extension que celui-ci appelle « halo du chômage ».

<sup>6</sup> Dans les enquêtes portant sur l'emploi et le chômage réalisées dans les pays en développement, on considère généralement que la population en âge de travailler est celle ayant « 10 ans ou plus », afin de prendre en compte le phénomène non négligeable du travail des enfants.

# Le caractère ambitieux et novateur du projet EISHA

Le projet « Évaluation d'impact du séisme en Haïti » (EISHA) a soulevé plusieurs questions méthodologiques dès l'élaboration de son cadre conceptuel.

En premier lieu, la destruction de nombreux logements provoquée par le séisme a rendu obsolètes les repères indispensables à la réalisation d'une enquête classique auprès des ménages. En effet, comment définir la notion de « résidence » et de « ménage » dans un tel contexte ? Comment prendre en compte la présence partielle de personnes partageant leur lieu de résidence entre les camps et les logements ?

En deuxième lieu, le dispositif de cette enquête, baptisée ECVMAS (pour Enquête nationale sur les conditions de vie des ménages après séisme), était vraiment d'un nouveau genre : c'est ainsi qu'on a prévu d'interroger, en même temps qu'un échantillon classique de logements, des ménages se trouvant dans les camps de réfugiés (pour un total représentatif de 5 000 ménages enquêtés) ; en outre, le questionnaire comportait des questions relatives au passé (situation en 2010 au lendemain du séisme) en plus de questions d'actualité au moment de l'enquête (2012) ; quant aux thèmes abordés, ils étaient eux aussi, pour certains, très originaux : composition du ménage avant et après séisme, chocs subis, évaluation de l'aide, perception des ménages, transferts entre ménages, etc.

Le projet EISHA prévoyait, parallèlement à cette enquête ECVMAS, la constitution d'un panel de ménages et d'individus déjà enquêtés en 2007 dans le cadre d'une enquête sur l'emploi et le secteur informel, réalisée par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) avec l'appui de DIAL, en vue de les enquêter à nouveau en 2012

en utilisant le même questionnaire ECVMAS. Ce panel représentant un échantillon distinct de celui de l'enquête nationale, les problèmes de pondération de ces ménages étaient à résoudre indépendamment. Bien que ce panel soit restreint à une population vivant dans la capitale, ce qui rend son suivi plus simple que dans le cas d'un panel national, se posaient les deux questions suivantes : comment minimiser le phénomène habituel d'attrition<sup>1</sup>, accentué par la situation post-séisme en Haïti ? Et quel dispositif de suivi (également appelé *tracking*) des individus enquêtés en 2007 fallait-il mettre en place ?



Vue du bâtiment hébergeant l'Institut haïtien de statistique et d'informatique, à Port-au-Prince

L'expertise de l'Insee et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) a été sollicitée dès la formulation du projet, pour discuter des techniques d'enquête et de sondage à mettre en œuvre, en particulier l'actualisation de la base de sondage d'ECVMAS (le dernier recensement haïtien datant de 2003). L'analyse d'images satellitaires par un cartographe de l'IRD, renforcée par des conseils d'experts de l'Insee en méthodes de sondages, a permis de procéder à une phase qualitative de terrain pour une étude de faisabilité. Cette phase comportait notamment une visite dans les camps de réfugiés pour voir comment les ménages étaient installés (femmes seules ou avec enfants à l'entrée des camps, célibataires au fond des camps, etc.), information importante pour savoir à quel tirage procéder à l'in-

térieur d'un camp.

L'expertise de l'Insee a porté sur les points suivants : utilisation d'un échantillon de réserve ; enquête de voisinage pour le *tracking* afin de limiter les effets de non-réponse ; méthodes de tirage dans les camps de déplacés ; application du partage des poids pour les individus fréquentant plusieurs lieux. Par ailleurs, les échanges suscités lors d'une communication présentée à un colloque sur les sondages, organisé par l'Insee en 2012, ont enrichi la problématique sur la méthodologie employée pour l'étude post-séisme, et certaines méthodes ont ensuite été mises en œuvre.

L'équipe du projet a mobilisé également l'expertise d'un cadre de la division Appui technique international de l'Insee en raison de son expérience passée sur l'enquête de 2007 en Haïti, en effectuant des missions d'appui auprès de l'IHSI.

Enfin, le troisième défi relevé par le dispositif d'enquête a porté sur le mode de collecte des données. Si l'introduction de tablettes informatiques (dispositif CAPI<sup>2</sup> avec GPS<sup>3</sup>) a contribué à un meilleur suivi en temps réel et a permis d'améliorer la qualité des données, l'investissement dans le domaine du renforcement des capacités des enquêteurs a été considérable, comme en témoignent les cinq semaines de formation dont ils ont bénéficié. En plus des résultats inédits sur la situation post-séisme, l'ambition du projet EISHA était aussi de développer des outils et des instruments pouvant être utilisés dans d'autres contextes où de telles catastrophes sont susceptibles de se produire (dont le kit statistique évoqué dans l'article précédent).

► Constance Torelli

<sup>1</sup>On appelle attrition le fait qu'un panel perde au fil du temps une partie de ses individus (pour cause de décès, déménagement, refus de répondre...), phénomène qui provoque, outre une réduction de la taille de l'échantillon, de possibles biais dans les résultats de l'enquête.

<sup>2</sup>CAPI pour *Computer Assisted Personal Interviews*.

<sup>3</sup>GPS pour *Global Positioning System*.

# Interview de Danilia M. Altidor, directrice générale de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique

## Pourquoi est-il important pour l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) de connaître les conditions de vie des ménages à la suite du séisme ?

En vue de fournir une aide à la décision pour les politiques économiques et sociales, l'IHSI s'est donné pour mission de réaliser des enquêtes portant sur diverses dimensions des conditions de vie en Haïti. C'est ainsi que l'Enquête sur les conditions de vie des ménages (ECVH) a été réalisée en 2001, de même que l'Enquête sur l'emploi et l'économie informelle (EEEI) en 2007.

Le séisme du 12 janvier 2010 a provoqué des pertes en vies humaines et des dommages corporels considérables, ainsi qu'une détérioration marquée des bâtiments publics et privés et de l'habitat. Il était important de prendre la mesure de l'impact du séisme sur l'ensemble des conditions de vie : d'une part, pour saisir les ruptures et les continuités ; d'autre part, pour fournir à l'ensemble des décideurs un état des lieux post-séisme, au moment où se joue le passage de la gestion de l'urgence à la reprise des actions de développement, structurantes sur le long terme.

D'où la mise en place de l'Enquête sur les conditions de vie des ménages après séisme (ECVMAS), avec les apports financiers et techniques de la Banque mondiale et du projet Évaluation de l'impact du séisme en Haïti (EISHA). Ce dernier, soutenu par l'Agence nationale pour la recherche (ANR), a été porté par l'Institut de recherche pour le développement, à travers son laboratoire Développement, institutions, mondialisation (DIAL), avec la collaboration de l'Insee.

## Quel est le bilan du partenariat mené avec DIAL et l'Insee ?

Le partenariat avec DIAL et l'Insee a été très fructueux et les échanges se sont révélés de qualité. L'engagement de l'équipe française a été remarquable : outre l'appui à la réalisation de l'ECVMAS, la collaboration a porté sur le repérage et l'enquête d'un échantillon de ménages et d'individus de l'aire métropolitaine ayant répondu à l'EEEI en 2007. Ce panel, qui est une composante originale du projet EISHA, a pour but d'étudier les trajectoires individuelles entre 2007 et 2012. L'ensemble des travaux ont nécessité une forte présence sur le terrain des experts français. Les jeunes techniciens de l'IHSI ont ainsi bénéficié d'un transfert de

compétences sur les travaux préparatoires et les opérations de terrain. L'accueil de cadres de l'IHSI pour des visites d'études en France en 2011 et en 2013, ainsi qu'un appui à distance portant sur les différentes phases du projet, ont renforcé nos liens de collaboration.

## Quelles perspectives à l'issue de ce partenariat ?

Dans l'immédiat, nous souhaitons que la collaboration avec DIAL se poursuive autour de l'exploitation et de l'analyse des données de l'ECVMAS. Un colloque est prévu en décembre 2014 pour faire le point sur les différents projets relatifs à Haïti financés par l'ANR, dont l'ECVMAS. L'IHSI a confirmé sa participation à l'organisation de ce colloque en tant que membre du comité d'orientation scientifique.

Par ailleurs, l'Insee apportera dès cette année une assistance technique à l'IHSI dans le domaine des comptes nationaux. Enfin, nous souhaiterions également l'appui de DIAL et de l'Insee pour notre prochaine Enquête budget et consommation des ménages.

► *Propos recueillis par Constance Torelli*

## Lexique des sigles utilisés dans le dossier spécial Haïti

- Adetef : Assistance au développement des échanges techniques économiques et financiers, agence pour la coopération technique internationale des ministères économique et financier
- ANR : Agence nationale pour la recherche
- CAPI : Collecte assistée par informatique (ou *Computer Assisted Personal Interviews* en anglais), dispositif permettant de saisir sur ordinateur en temps réel les réponses aux questionnaires d'enquêtes, et qui renvoie l'enquêteur vers d'autres parties du questionnaire en fonction des réponses aux questions précédentes
- DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation) est une unité mixte de recherche du département Sociétés de l'IRD et du pôle Développement et Mondialisation du LEDA (Laboratoire d'économie de l'Université de Paris Dauphine)
- ECVH : enquête (haïtienne) sur les conditions de vie des ménages
- EEEI : enquête (haïtienne) sur l'emploi et l'économie informelle
- EISHA : évaluation d'impact du séisme en Haïti
- ECVMAS : Enquête nationale sur les conditions de vie des ménages après séisme
- GPS pour *Global Positioning System*, système de géolocalisation satellitaire
- IRD : Institut de recherche pour le développement
- IHSI : Institut haïtien de statistique et d'informatique
- OIM : Organisation internationale des migrations
- ONG : organisations non gouvernementales
- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

# Coopération avec la Russie en matière de profilage

Deux experts de l'Insee se sont rendus à Moscou afin de travailler avec Rosstat à l'élaboration d'une méthode de profilage permettant de mieux appréhender les groupes économiques russes.

Dans le domaine des statistiques d'entreprises, l'institut statistique russe, Rosstat, dispose depuis une vingtaine d'années d'un registre d'unités légales. Un fichier de groupes a été mis en place lors d'actions de coopération avec Destatis (l'institut statistique allemand) et Statistics Finland, mais ce fichier ne contient que des informations sur les liaisons financières entre ces groupes. Les données comptables d'entreprises, en revanche, ne sont guère utilisées jusqu'à présent, contrairement à l'Insee où elles le sont largement pour les statistiques d'entreprises et comme source pour les comptes nationaux.

La mission effectuée mi-décembre 2013 par deux experts de la direction des statistiques d'entreprises a permis d'aborder les problématiques suivantes :

- les statistiques d'entreprises en France et leur utilisation ;
- l'organisation des groupes et la détermination de leur activité économique ;
- le profilage (voir encadré) en France et en Europe.

Ont ainsi été présentés les unités statistiques, sources et pratiques de gestion des registres d'entreprises en France, ainsi que le registre européen des groupes *European Groups Register*. Les experts de l'Insee ont également présenté les méthodes et l'avancée du profilage en France, et les travaux de profilage menés dans le cadre du groupe de travail européen de l'ESSnet Profilage. Rosstat participe à des programmes de coopération avec l'Insee, ainsi qu'à d'autres avec l'Union européenne, aussi la présentation des actions menées en France comme en Europe a-t-elle été très appréciée de nos interlocuteurs.

D'un point de vue comptable, les normes IFRS<sup>1</sup>, qui sont appliquées dans l'Union européenne (UE) pour les groupes cotés, sont en usage en Russie et les grands groupes russes publient des documents de référence selon ce standard. Il a donc été possible d'examiner avec les statisticiens de Rosstat les comptes des deux grands groupes pétroliers, Rosneft et Gazprom, se-

lon la méthode mise en œuvre dans le profilage européen<sup>2</sup>. L'analyse de la façon dont ces groupes se présentent selon la norme IFRS 8 a été suivie d'échanges sur la définition des entreprises pouvant être retenue à partir de cette segmentation dans le cadre d'un profilage. Ont également été examinées les principales variables publiées par les groupes et enfin l'étude des flux entre les segments.

L'exemple des groupes pétroliers russes est particulièrement intéressant pour une première approche du profilage par nos collègues russes. L'ESSnet Profilage venant de se terminer, une sélection des documents produits en anglais (recommandations, rapports méthodologiques) leur sera transmise<sup>3</sup>. Ils pourront alors analyser leurs groupes selon les méthodes mises en œuvre dans l'UE.

► Emmanuel Héry

<sup>1</sup> *International Financial Reporting Standards* (norme n° 8).

<sup>2</sup> Cette méthode a d'ailleurs été présentée lors du séminaire de restitution de l'ESSnet profilage en novembre 2013.

<sup>3</sup> Après validation et première publication par Eurostat.

## Qu'est-ce que le profilage ?

Le profilage est un domaine de la statistique d'entreprises visant à analyser les groupes pour définir en leur sein, par delà leur organisation en sociétés juridiques, des entreprises définies selon un critère de pertinence économique. Pour cela, on regroupe différentes sociétés juridiques relevant d'une même unité de décision et concourant à une même activité économique.

On partitionne ainsi les groupes en « entreprises » disposant d'une certaine autonomie, ce qui permet de passer d'une vision juridique à une vision économique de l'appareil productif. Cette vision, outre qu'elle a davantage de sens d'un point de vue économique (plus grande pertinence des effectifs employés, de la part réelle de certains secteurs...), est aussi plus cohérente avec celle du public non spécialiste et des entreprises elles-mêmes.

Par ailleurs, le profilage permet d'améliorer la collecte d'information par le dialogue personnalisé avec des représentants des plus grands groupes. Les profileurs de l'Insee rencontrent en effet leurs interlocuteurs au sein de ces groupes (issus le plus souvent des services comptables) afin de définir avec eux les entreprises du groupe. Un point de départ en est souvent les segments (parfois appelés également divisions opérationnelles), que les groupes identifient dans leurs documents de référence, notamment en application de la norme IFRS 8<sup>1</sup>.

La collecte des données comptables et la réponse aux enquêtes sont alors passées au niveau de ces entreprises. Pour les groupes, ceci peut permettre un net allègement de la charge statistique, de nombreuses sociétés (au sens juridique d'unités légales) qui leur appartiennent cessant d'être interrogées, puisqu'elles ne sont plus considérées de façon isolée, mais comme une partie d'une entreprise.

# L'Insee poursuit sa coopération multilatérale avec Turkstat

Dans le cadre du projet européen *Upgrading the Statistical System of Turkey*, l'Insee coopère avec Turkstat sur des problématiques très variées : désaisonnalisation des séries temporelles, répertoires d'entreprises, statistiques des filiales étrangères, etc.

L'Insee contribue depuis 2013 au projet européen *Upgrading the Statistical System of Turkey* phase III (USST III), qui a pour but d'apporter un appui à Turkstat, l'institut statistique turc, pour une production statistique en conformité avec les standards européens.

La Turquie est actuellement engagée dans le processus d'accession à l'Union Européenne et USST III constitue le dernier volet en date d'une série de financements importants destinés à renforcer dans ce cadre les capacités de l'INS turc.

Turkstat dispose ainsi d'une subvention européenne d'1,4 million d'euros pour organiser des actions de formation pour son personnel.

Cette subvention a permis d'organiser avec l'Insee lors du second semestre 2013 deux visites d'études – l'une concernant l'enquête européenne sur l'activité des filiales étrangères des groupes (OFATS, pour *Outward Foreign Affiliates Statistics*), l'autre sur les répertoires d'entreprises –, ainsi qu'une formation sur les problématiques liées à la désaisonnalisation des séries temporelles.

L'action sur les répertoires d'entreprises a permis d'aborder de nombreux sujets, parmi lesquels le fonctionnement du répertoire inter-administratif Sirene, la démographie d'entreprises, le nouveau répertoire statistique d'entreprises Sirus, le fonctionnement de l'enquête SINE (Système d'information sur les nouvelles entreprises), ainsi que le travail réalisé en lien avec la Banque de France et les publications mensuelles. Cette visite a en particulier été l'occasion d'une



Vue du bâtiment hébergeant Turkstat, l'institut statistique turc, à Ankara

contribution appréciée du pôle Démographie des entreprises et des établissements de la direction régionale de Lorraine.

La visite d'étude sur les statistiques

sur l'activité des filiales étrangères a donné lieu à la présentation des travaux de l'Insee dans ce domaine, depuis la définition des sources statistiques utilisées jusqu'à la mise en œuvre de l'enquête OFATS : traitement des *joint-ventures*, de la valeur ajoutée, des importations et exportations de biens et services (dont celles intra-groupe des filiales implantées à l'étranger), ventilation du chiffre d'affaires par zones géographiques d'implantation des filiales, traitement de la non-réponse et redressement.

Enfin, la formation à la désaisonnalisation a permis à une dizaine de statisticiens de Turkstat de parfaire leur expertise en la matière tout en s'initiant à l'utilisation du logiciel Demetra+.

La coopération avec Turkstat dans le cadre d'USST III devrait se poursuivre en 2014, avec une visite d'étude sur la coordination statistique et une formation sur les indices de chiffre d'affaires.

► Emmanuel Héry

## Enquête Emploi du temps du Haut-commissariat au Plan (Maroc) : un partenariat réussi sur un sujet difficile

Le Haut-commissariat au Plan a décidé de lancer en 2011-2012 une enquête sur l'emploi du temps des hommes, femmes et enfants, avec un questionnaire permettant d'avoir une lecture par genre du fonctionnement de la société marocaine. L'Insee, qui réalise ce type d'enquête de façon régulière, a apporté son appui technique dès le début du projet, au cours de trois phases successives : élaboration du questionnaire et définition du protocole à suivre par les enquêteurs ; traitement des réponses et exploitation des données ; édition des résultats. Au début de l'année 2014, l'équipe marocaine travaillait sur la sortie des premiers tableaux. Les résultats de l'enquête, très attendus au Maroc, devraient être publiés en cours d'année.

Les enquêtes Emploi du temps visent à recueillir des informations sur l'usage que les individus font de leur temps. Elles permettent d'analyser des aspects, généralement difficiles à appréhender, du

fonctionnement social : organisation familiale (comme le mode de garde des enfants), articulation entre temps de travail, de loisirs et passé en famille, production domestique, etc. En France, ces en-

quêtes, réalisés par l'Insee depuis 1974, ont lieu environ tous les dix ans, la dernière d'entre elles remontant à 2009-2010.

Au Maroc, une enquête sur l'emploi

du temps des femmes adultes avait été réalisée en 1997-1998. Au début des années 2000, le Haut-commissariat au Plan (HCP) a décidé de lancer une nouvelle opération en 2011-2012 et d'élargir son champ aux hommes, ainsi qu'aux enfants des deux sexes, afin d'avoir une lecture plus complète et par genre du fonctionnement de la société marocaine.

Sur bien des points, il s'agissait d'une première sur un sujet difficile qui concernait l'intimité de la vie des familles et l'importance de la dimension subjective (temps passé « agréable ou non ») : le questionnement devait inclure des éléments subjectifs sur le ressenti des enquêtés et aborder des thématiques proches de celles du module « décisions dans le couple » de l'enquête française.

L'échantillon, composé de 9 200 ménages, a été tiré selon un sondage aréolaire probabiliste. Afin d'éliminer les aspects saisonniers, la collecte s'est étalée sur douze mois, du 1er octobre 2011 au 30 septembre 2012. Pour chaque ménage, les relevés d'emploi du temps ont été effectués sur une période de douze jours.

Les difficultés méthodologiques propres à ces enquêtes, qui doivent concilier rigueur de la démarche et respect de l'intimité de la vie des enquêtés, et la nouveauté d'une partie du questionnement ont conduit le HCP à chercher un partenaire pour l'appuyer. L'expertise de l'Insee dans ce domaine, développée notamment à l'occasion de la dernière opération en 2009-2010, permettait à l'Institut de jouer ce rôle.

Les interventions ont été réparties en trois phases. Avant le début de l'enquête (mars 2010), une experte de l'Insee s'est rendue à Rabat pour travailler avec l'équipe du HCP sur le questionnaire et le protocole à suivre par les enquêteurs. Puis, en cours de collecte (juillet 2012), des statisticiens marocains sont venus à l'Insee pour une visite

d'étude centrée sur la problématique de l'exploitation des données. Enfin, une autre experte de l'Insee a apporté un appui technique sur l'édition des résultats, dans le cadre de deux missions réalisées en juin et octobre 2013.



Vue de la tour Hassan, Rabat (Maroc)

Les interventions ont notamment porté sur la meilleure façon d'adapter les protocoles à la société marocaine. Elles ont concerné :

- Le mode d'interrogation - Le premier individu étant tiré au sort, il a été suggéré, afin de maximiser le nombre de cas où les deux conjoints seraient interrogés, que le second soit en priorité le mari ou la femme du premier. Afin de garantir la sincérité des réponses, deux enquêteurs de sexe différent ont été mobilisés pour chaque ménage enquêté, une part importante d'enquêtés acceptant plus facilement de répondre à un enquêteur du même sexe.
- L'organisation interne du ménage - Pour ce module, l'enquête marocaine s'est inspirée de la partie sur l'organisation financière du ménage de l'enquête française.
- La tenue des carnets - Le principe est le même en France et au Maroc, et les variables recueillies comparables. Les discussions ont

essentiellement porté sur la façon de demander les heures de début et de fin des activités. Le carnet de l'enquête marocaine étant rempli par l'enquêteur, il a été décidé de recourir à un protocole de type américain (« Que faisiez vous à ...h ? », puis « Ensuite, qu'avez vous fait ? ») plutôt qu'euro-péen (où les heures de la journée sont représentées dans le carnet sous une forme fractionnée en tranches de 5 ou 10 minutes). On a estimé en effet que le premier protocole permettait mieux d'étudier des activités très courtes, mais fréquentes (par exemple la prière).

- La correction de la non-réponse - Après une expertise réalisée sur une centaine de carnets, la non-réponse est apparue très marginale (moins de 0,05 % du temps décrit). Il a donc été décidé de ne pas la corriger mais de lui affecter le code de non-réponse prévu initialement.

- La valorisation des activités domestiques - La discussion, qui a porté sur les notions de « délégabilité » et de « prix qu'il aurait fallu payer pour faire faire », a été particulièrement intéressante. Deux évaluations ont été faites, l'une en valorisant le temps de travail domestique avec le salaire minimum horaire, l'autre selon les pratiques informelles qui ont cours dans de nombreux ménages.

- Une contribution à la réflexion sur les thèmes des publications futures (production domestique, bien être, couple, loisirs, enfants, tâches parentales, influence du ramadan sur l'emploi du temps...).

Au début de l'année 2014, le fichier d'enquête était apuré et l'équipe marocaine travaillait sur la sortie des premiers tableaux. Les résultats de l'enquête, très attendus au Maroc, devraient être publiés en cours d'année.

► André Rémy



# Une formation avancée aux méthodes de sondage proposée par l'Insee pour des experts d'Afristat et du Maghreb

En novembre 2013, des experts d'Afristat et des statisticiens du Maghreb ont participé à une formation avancée sur les méthodes de sondage à l'Insee. Pour répondre à leurs besoins spécifiques, l'Institut a conçu et déployé une formation sur mesure.

Afristat, l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne, a pour mission principale de développer des méthodologies communes et harmonisées en matière de statistiques économiques et sociales pour l'ensemble de ses États membres, et d'accompagner les instituts nationaux de statistique de ces pays dans la mise en œuvre de ces outils.

Dans le domaine des enquêtes auprès des ménages et des entreprises, les statisticiens de ces INS sont, comme partout ailleurs, confrontés aux questions liées aux techniques d'enquêtes et aux méthodes de sondage. Si les experts d'Afristat contribuent à appuyer les INS sur ces questions, la direction générale d'Afristat a néanmoins souhaité que ses cadres puissent bénéficier d'une formation avancée dans ce domaine afin d'améliorer la qualité de leurs interventions dans les États membres.

Dans les pays en développement plus encore qu'ailleurs, l'actualisation des bases de sondage est une étape incontournable pour la réalisation d'une enquête par sondage. L'ancienneté des recensements démographiques, renforcée par les mouvements importants de populations, notamment dans les grandes villes d'Afrique (nouveaux lotissements, extension des quartiers non planifiés, etc.) rendent en effet la cartographie censitaire très vite obsolète. En outre, la contrainte des budgets alloués aux opérations statistiques pose la question de la taille des échantillons et, par là-même, de la fiabilité et de la précision des estimateurs. Enfin, l'utilisation d'enquêtes mixtes (portant à la fois auprès de ménages et d'entreprises), ou encore l'étude d'unités atypiques, requièrent des stratégies

d'échantillonnage et de méthodes de redressement robustes.

Afin de répondre à toutes ces attentes, la direction de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale (DMCSI) de l'Insee a élaboré une formation sur mesure destinée aux experts d'Afristat. Les INS du Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie), confrontés aux mêmes problématiques que les pays d'Afrique subsaharienne, ont également été invités à participer à cette formation, qui s'est déroulée pendant cinq jours à Paris en novembre 2013. Du côté de l'Insee, une dizaine d'experts en techniques de sondages (DMCSI) et techniques d'enquêtes (direction des statistiques démographiques et sociales) sont intervenus.

des poids et sondage équilibré (encadré page suivante), ainsi que des méthodes de redressement (post-stratification, méthodes de correction de la non-réponse totale ou partielle....). Chacune des méthodes a ensuite fait l'objet d'une présentation théorique, suivie d'une application pratique permettant d'en illustrer les propriétés.

L'estimation sur petits domaines, qui a ensuite été abordée, est une technique utilisée quant à elle dans l'étude de zones géographiques restreintes ou de sous-populations peu nombreuses sur lesquelles les estimateurs classiques sont très imprécis en raison de leurs faibles effectifs dans l'échantillon.

Les présentations sur les traite-



Les participants à cette formation aux sondages, accompagnés de Constance Torelli, Insee (3<sup>e</sup> en partant de la gauche)

La présentation introductive a porté sur les concepts et principes généraux des méthodes probabilistes de tirage d'échantillon : sondage aléatoire simple ou à probabilités inégales, sondage à plusieurs degrés, sondage indirect, partage

ments post-collecte ont porté pour commencer sur les techniques de calage utilisées pour corriger les biais de non-réponse dans le cadre des méthodes de repondération. Ont alors été passés en revue d'autres fondements de l'imputation

reposant sur des modèles de comportement. L'enquête sur le patrimoine des ménages menée par l'Insee en 2010 a ensuite permis d'illustrer des techniques de redressement simples (hot-deck aléatoire) ou plus sophistiquées (modèles de régression).

Si la plupart des méthodes présentées étaient connues et utilisées par les participants, l'estimation sur petits domaines, les méthodes par sondage indirect, partage des poids et sondage équilibré ont particuliè-

rement retenu leur attention. De même, certains participants ont mis en œuvre dès leur retour les applications informatiques, comme la méthode de redressement par la macro SAS Calmar<sup>1</sup> élaborée à l'Insee.

Les supports de cours et une bibliographie ont été distribués aux stagiaires. Les présentations ont suscité de nombreuses questions techniques, le choix d'une méthode et son adaptation selon le contexte des pays n'étant pas toujours

évident. Malgré un programme très dense, les bonnes pratiques ont pu être ainsi partagées.

Cette formation, qui a eu lieu dans le cadre du programme triennal de renforcement des capacités des experts d'Afristat (2013-2016), était financée par le fonds CESD<sup>2</sup> géré par Adetef, l'agence de coopération des ministères économique et financier.

► *Constance Torelli*

<sup>1</sup> Programme informatique macro SAS Calmar (pour calage sur marges).

<sup>2</sup> Fonds CESD : dotation du Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement.

### Sondage indirect, partage des poids et sondage équilibré

L'enquête Sans-domicile, réalisée par l'Insee auprès de personnes fréquentant les services d'hébergement et de distribution de repas, a été l'occasion, au cours de cette formation, d'exposer la méthode du sondage indirect et du partage des poids.

Le principe du sondage indirect est le suivant : la population visée dans l'enquête est *a priori* absente de toute base de sondage ; il faut donc rechercher un intermédiaire (prestation fournie par une structure d'accueil) assurant une couverture maximale de la population ciblée. Dans un premier temps, le tirage de ces unités intermédiaires est effectué ; ensuite, on interroge les individus (unités finales) qui « consomment » les prestations échantillonnées. Un individu qui consomme beaucoup de prestations aura d'autant plus de chances d'être enquêté.

En conséquence, la méthode de pondération utilisée dans ce cas est appelée méthode du partage des poids. Elle consiste à tenir compte du nombre de fois où chaque individu peut être sélectionné en théorie et où il est sélectionné en pratique. Dans l'enquête Sans-domicile, la pondération des unités finales dépend de celle des unités intermédiaires qui ont servi à les capter.

Dans le cas d'un plan de sondage, un échantillon est dit équilibré quand sa structure est conforme à celle de la population vis-à-vis d'un ensemble de variables auxiliaires qualitatives ou quantitatives décrivant la population. Cette méthode ne peut être mise en œuvre que si la base de sondage contient un certain nombre de variables décrivant les caractéristiques individuelles des unités observées. D'un certain point de vue, l'équilibrage permet de généraliser la stratification. Cette technique est par exemple utilisée à l'Insee pour le tirage des groupes de rotation de petites communes (ou d'îlots) pour le recensement de la population.

# Brèves d'actualités – Septembre 2013 à janvier 2014

## Croatie

Dans le cadre d'un contrat européen sur les statistiques d'entreprises, un expert de l'Insee est intervenu en octobre auprès de l'INS croate sur le thème des indices des prix à la production des services. Cette mission a porté sur les chaînes de liaison des procédures pour établir ces indices et leur évolution récente.

## Pologne

Dans la continuité des relations entretenues entre la direction régionale de l'Insee à Lille et l'office régional statistique de Bydgoszcz en Pologne, deux experts de l'Insee ont participé en décembre à un séminaire qui s'est tenu à Torun, en Pologne. Ils ont présenté à cette occasion le système statistique français et l'utilisation faite des statistiques régionales par les acteurs publics régionaux. Par ailleurs, l'ouvrage commun fondé sur la comparaison des régions de Kujawsko-Pomorskie et du Nord-Pas-de-Calais, présenté l'année dernière sous forme de document de travail, a été officiellement diffusé sous sa forme maquettée.

## Albanie

En décembre, une délégation de l'Insee s'est rendue en mission exploratoire à Tirana afin d'étudier les besoins et d'établir la possibilité d'une coopération avec l'INS albanais.

## Macédoine

Dans le cadre du jumelage actuellement mené en Macédoine par Destatis, l'INS allemand, une mission a été organisée en janvier sur les problématiques liées aux indicateurs de développement durable (croissance verte, qualité...) en accord avec les recommandations européennes. La délégation comportait une experte de l'Insee ainsi qu'une experte du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

## Serbie

**Système européen des comptes 2010**

L'institut statistique serbe (SORS, pour *Statistical Office of the Republic of Serbia*) envisage d'appliquer en 2014 la norme comptable qu'est le Système européen des comptes (SEC) 2010. C'est ainsi que des comptables nationaux serbes sont venus à l'Insee en décembre afin d'échanger avec leurs collègues français sur les principales modifications qu'introduira ce nouveau système. Les échanges ont porté en particulier sur les points suivants : démarche systématique développée par l'Insee, avec la définition d'un calendrier et la mise en place d'un comité de pilotage et de groupes de projets ; approche concrète de la ventilation des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) entre les différentes branches de l'économie ; traitement de l'économie informelle.

## Organisation de la statistique régionale

Par ailleurs, le SORS est confronté à une triple contrainte : pression sur ses moyens, exigences de l'Union européenne et demande de plus en plus forte de la part des autorités locales serbes. Cet INS souhaite donc rationaliser l'activité de production de ses 14 bureaux régionaux et développer la diffusion locale, ainsi que ses relations avec les médias. Une visite d'étude a été organisée en ce sens à l'Insee en novembre, pour permettre à la direction du SORS de prendre connaissance des dispositifs d'organisation de la statistique régionale déployés en France. Elle devrait être suivie en 2014 par un appui technique de l'Insee à la mise en place de capacités décentralisées d'analyse et d'étude.

## Turquie

Le cadre de financement *Upgrading the Statistical System of Turkey* (USST) phase III a permis l'organisation de trois actions de coopération sur des thèmes variés en décembre 2013 et janvier 2014 à Paris. Deux visites d'étude ont tout d'abord eu lieu, l'une sur les

statistiques des filiales étrangères (OFATS) et l'autre sur les répertoires d'entreprises ; une formation à la désaisonnalisation des séries temporelles a ensuite été organisée pour une dizaine de statisticiens turcs (voir article p.7 à ce sujet). En outre, l'Insee a participé en novembre à une conférence sur USST III, qui s'est tenue à Ankara.

## Russie

Entre septembre et décembre, trois actions de coopération ont été organisées entre la France et Rosstat. Deux experts de notre institut se sont rendus à Moscou fin 2013 pour réaliser deux missions portant sur le secret statistique – notamment en ce qui concerne des questions liées à la résolution de conflits entre législations – et le profilage (voir article p.6 à ce sujet). Une visite d'étude d'experts russes avait auparavant eu lieu à la Banque de France, sur le thème des comptes financiers.

## Ukraine

Dans le cadre de sa coopération bilatérale avec l'INS ukrainien (SSSU pour *State Statistical Service of Ukraine*), l'Insee a organisé en janvier une action visant à apporter un appui au SSSU pour mieux appréhender le code d'activité principale des entreprises (APE). Cette action visait à améliorer la détermination de l'activité principale des entreprises, conformément au cadre méthodologique de la NACE Rév 2.

## Algérie

En décembre, deux experts de l'Insee ont appuyé les comptables nationaux de l'Office national de la statistique algérien dans l'intégration de leurs comptes nationaux (jusqu'alors au format Excel) dans Eretes. Ce logiciel d'élaboration des comptes nationaux leur permet à la fois de garder une mémoire sécurisée des comptes des années passées et de réaliser ceux des années courantes directement dans l'outil.

## Maroc

### Communication des données individuelles

Le Haut-commissariat au Plan (HCP) envisage, à partir de 2014, de mettre à la disposition des éventuels utilisateurs une partie ou la totalité des données individuelles provenant des principales enquêtes socio-économiques réalisées auprès des ménages. Une visite d'étude organisée à l'Insee en décembre a permis de présenter aux experts marocains les aspects juridiques et techniques, et les raisons qui ont conduit l'Insee à adopter une position sensiblement plus restrictive que dans la plupart des pays européens.



*Vue du bâtiment hébergeant le Haut Commissariat au Plan, Rabat (Maroc)*

### Base permanente des équipements locaux

Le HCP souhaite également mettre en place un dispositif permanent d'inventaire des équipements communaux, le socle de cet outil étant assuré par les relevés effectués à l'occasion du recensement de la population, prévu pour septembre 2014. Une visite d'étude en octobre a permis à la délégation marocaine de découvrir la base de données permanente des équipements locaux (BPE) alimentée en continu par les organismes gestionnaires d'équipements et de services locaux. Selon la délégation du HCP, l'architecture générale d'une BPE marocaine devrait pouvoir s'inspirer largement du modèle français.

### Enquête Emploi du temps

En octobre, une experte de l'Insee a effectué une mission à Rabat visant à analyser les résultats de l'enquête Emploi du temps maro-

caine, effectuée entre septembre 2011 et octobre 2012 (voir l'article p. 7 et 8 à ce sujet).

### Modèle de microsimulation des politiques de retraite

Une équipe projet du HCP, travaillant sur un modèle de microsimulation des politiques de retraite, a réalisé une visite d'étude en décembre à l'Insee. Cette action de coopération avait deux objectifs : finaliser le module portant sur la démographie et lancer des travaux concernant les modules du marché du travail et des retraites. L'objectif de la coopération qui sera mise en place en 2014 est de permettre à l'équipe marocaine d'acquérir une maîtrise totale des techniques permettant la réalisation de ce type d'outils.

### Statistiques et comptes satellites de la forêt

Au Maroc, comme dans tous les pays disposant de forêt, celle-ci joue un rôle fondamental : protection des sols contre l'érosion, préservation des ressources en eau des bassins versants, réduction de l'envasement des barrages et protection des infrastructures en aval. Une visite d'experts marocains, organisée en septembre par le service de la statistique et de la prospective du ministère de l'Agriculture, avait pour but de recueillir des informations sur le dispositif statistique français et d'explorer les voies d'une éventuelle coopération, afin que le Maroc, à terme, réalise lui aussi des comptes satellites de la forêt.

### Tunisie

En novembre, deux experts de l'Insee se sont rendus à l'Institut national de la statistique tunisien afin de l'aider à préparer son prochain changement de base des comptes nationaux. La Tunisie est actuellement en base 1997 selon le système des comptes nationaux (SCN) 1993, et désire passer au SCN 2008 avec 2012 comme année de référence. Deux directions de cet INS, celles des statistiques d'entreprises et des comptes nationaux, étaient concernées.

## Maghreb

Les INS marocain et tunisien sont engagés dans un processus de révision des nomenclatures des professions et des diplômes. L'objectif est double : réaliser un outil qui sera adapté au contexte social actuel et qui permettra de coder les informations sur les professions et les diplômes recueillies lors des recensements prévus en 2014. Une visite d'étude organisée à Paris en novembre a permis de présenter à des délégations de ces deux instituts les démarches suivies par l'Insee pour la mise à jour de ces grilles.

### Maghreb et outre-mer français

En septembre, une formation à Eretes pour débutants s'est déroulée à Paris, comme chaque année à la même période. Outre deux comptables nationaux du Maghreb (Haut-commissariat au Plan marocain et INS tunisien), cette formation a réuni six agents de l'Insee en poste dans les départements d'outre-mer (La Réunion, Mayotte et Guadeloupe) et deux agents de l'Institut de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie.

### Palestine

En septembre, le directeur de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale de l'Insee a participé à une conférence internationale organisée à Ramallah par le Bureau central des statistiques palestinien (PCBS). Cette conférence, qui avait pour thème « Un système d'information statistique efficace pour le renforcement de l'État », était organisée à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire du PCBS et du lancement conjoint de la stratégie nationale de développement de la statistique 2014-2018 en Palestine. L'Insee a présidé l'une des quatre sessions, qui portait sur le thème suivant : « Intégration du système statistique : systèmes de contrôle, données administratives, métadonnées, stratégie nationale 2014-2018 ».

## Forum des statisticiens euro-méditerranéens

En octobre, l'Insee était représenté par un cadre du département de la coordination statistique et internationale à la deuxième réunion du Forum des statisticiens euro-méditerranéens organisée à Bruxelles (Belgique). Après l'approbation formelle des termes de référence (TdR) du Forum puis des TdR et du mandat des groupes de travail, un point a été fait sur le groupe de travail sur les statistiques d'entreprises et les répertoires, et sur celui portant sur la qualité. L'annonce par EuroAid d'un possible financement pour un futur programme régional à la suite de Medstat3 a reçu un accueil très positif de la part de tous les pays.

## Afristat

### Séminaire de comptabilité nationale

En octobre, Afristat a organisé à Douala (Cameroun) un séminaire de comptabilité nationale sur le thème : « Bonnes pratiques et principales utilisations - Stratégie de mise en œuvre du système de comptabilité nationale (SCN) 2008 ». Quatre experts de l'Insee sont intervenus sur l'impact de ce changement de système. Plusieurs chantiers ont été détaillés, notamment l'amélioration de l'enregistrement de la production des services d'assurance-dommages, ainsi que le traitement du travail à façon.

### Méthodes de sondage

En novembre, une formation avancée aux méthodes de sondage, destinée aux experts d'Afristat dans le cadre du renforcement de ses capacités, a eu lieu à Paris. Trois statisticiens du Maghreb ont également pu bénéficier de cet atelier (voir l'article p. 9 et 10).

### Conjoncture et prévision

En octobre et novembre, un expert de l'Insee a participé aux séminaires de conjoncture organisés au Cameroun et au Burkina Faso par

Afristat, l'UEMOA et la CEMAC (voir l'article à ce sujet paru dans la lettre d'information n° 2 de décembre 2013). Dans le type d'analyse conjoncturelle présentée pour l'occasion, les dynamiques régionales et les particularités nationales sont particulièrement mises en avant.

### Nomenclatures économiques et internationales

En novembre, une experte de l'Insee a co-animé avec Afristat un atelier organisé au Togo par la Commission économique pour l'Afrique, sur la mise en œuvre des nomenclatures économiques et internationales. L'atelier a accueilli une vingtaine de cadres techniques d'INS de quatre pays membres d'Afristat (Burundi, Comores, Gabon et Togo), ainsi que de trois autres États (Maroc, Djibouti et République démocratique du Congo).

### Démarche qualité

En octobre, dans la perspective d'une formation à la démarche qualité, le directeur général adjoint d'Afristat a rencontré l'expert en charge de la politique de mise en œuvre de ce dossier à l'Insee.

### Conseil économique, social et environnemental

Au cours de la même visite, le directeur général adjoint d'Afristat a bénéficié d'une présentation de la mission de l'Insee au sein du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Les échanges avec l'experte de l'Insee en poste au CESE ont permis d'éclairer les moyens d'appui d'Afristat dans le cadre d'une convention avec le Conseil économique et social gabonais.

### Côte d'Ivoire

Dans le cadre d'une coopération bilatérale avec la Côte d'Ivoire initiée en janvier 2013, une mission d'appui à la division des comptes nationaux de l'INS ivoirien a été réalisée en novembre par deux experts de l'Insee. Cette mission avait plusieurs objectifs : assurer le suivi

des travaux comptables élaborés dans ERETES, intégrer les comptes de secteurs dans le module et mettre en place des travaux dans le cadre de la nouvelle base établie selon le SCN 2008.

## Continent africain

En septembre, un expert de l'Insee a participé à la première réunion du Comité directeur continental du projet africain pour la mise en œuvre du système de comptabilité nationale (SCN) 2008, qui s'est tenue à Addis Abeba (Éthiopie). Ce projet est mené conjointement par la Commission économique pour l'Afrique, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement. L'appui de l'Insee a été demandé par ces institutions en raison de son expérience tant dans le développement des statistiques en Afrique, aux côtés d'Afristat, qu'en matière d'outils communs d'élaboration des comptes nationaux (Eretes).

## Haïti

Dans le cadre du projet Évaluation d'impact du séisme en Haïti (EISHA, voir l'article p. 4 à ce sujet), plusieurs actions de valorisation des premiers résultats de l'enquête ont été réalisées en septembre au travers de séminaires de restitution en Haïti, puis d'une conférence-débat organisée au ministère de l'Économie et des Finances à Paris en janvier 2014.

***Si vous souhaitez recevoir régulièrement une version électronique de cette lettre et que vous n'êtes pas encore dans notre liste de diffusion, merci de bien vouloir le signaler par mail à : [cooperation-international@insee.fr](mailto:cooperation-international@insee.fr)***

Mentions légales :

- Éditeur : Insee - Direction générale : 18 boulevard Adolphe Pinard, 75675 Paris cedex 14 – [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- Directeur de publication : Jean-Luc Tavernier
- Responsable éditorial : Raoul Depoutot
- Rédacteur en chef : Serge Darriné

Ont collaboré à ce numéro :

- . Pour la rédaction : François Coûté, Serge Darriné, Christian Girier, Emmanuel Héry, André Rémy, Charlotte Schiltz, Constance Torelli
- . Pour la mise en page : Nicole Manon